

Congrès mondial de l'ISP 2002

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Les hauts dirigeants syndicaux du monde se réuniront à Ottawa pour lancer des campagnes mondiales visant à défendre notre droit à des services publics de qualité et à promouvoir l'action en matière d'équité salariale.

L'ISP, qui représente 20 millions de travailleuses et travailleurs du monde entier, ne se réunit qu'une fois tous les cinq ans. Plus de 1 200 déléguées et délégués participeront au congrès et les séances seront interprétées dans plus de neuf langues.

Quels sont les principaux enjeux ?

Les services publics – et les travailleuses et travailleurs du secteur public – subissent des attaques partout dans le monde. En Colombie, en Afrique du Sud et dans d'autres pays, des travailleuses et travailleurs du secteur public ont été assassinés au cours de la dernière année parce qu'ils ont lutté pour défendre les services publics. Au Canada et dans de nombreux autres pays, nous avons pu constater les effets des politiques économiques de droite sur les services, et les compressions et la privatisation qui ont suivi. Les accords commerciaux ont fait pencher encore plus la balance du pouvoir en faveur d'entreprises multinationales qui voulaient s'emparer des services publics.

En outre, les membres de l'ISP aborderont des dossiers comme le VIH-SIDA, le racisme et la discrimination, les attaques lancées contre les droits des travailleuses et travailleurs, l'équité salariale et le travail des enfants.

Chaque jour, les Canadiennes et Canadiens se rendent compte de l'importance de services publics de qualité pour leur santé et leur bien-être, ainsi que pour la santé de l'économie et de l'environnement. Des tragédies comme celle de Walkerton, l'érosion de notre système public de santé et la fermeture d'écoles de quartier témoignent de l'ampleur des menaces qui pèsent sur les services publics de qualité.

L'horreur du 11 septembre nous a rappelé tragiquement qu'en temps de crise, comme en temps normal, les services publics jouent un rôle essentiel dans notre vie. Et dans la foulée des scandales qui ont ébranlé les grandes entreprises, la confiance dans les solutions du secteur privé pour les problèmes auxquels nous sommes confrontés a diminué et les Canadiennes et Canadiens se tournent vers leurs gouvernements pour être certains que l'intérêt public soit protégé.

À l'heure actuelle, l'avenir des services publics est l'une des questions de politique publique les plus importantes que doivent aborder les gouvernements. Et les syndicats du secteur public ont un rôle fondamental à jouer dans ce débat.

Qui seront les principaux conférenciers et conférencières ?

Le secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres, le directeur général de l'Organisation internationale du travail et le président de la Centrale du travail hémisphérique, ainsi que des représentantes et représentants de l'ISP et de l'Internationale de l'éducation, prononceront d'importants discours.

Parmi les Canadiennes et les Canadiens qui prendront la parole, on peut mentionner Stephen Lewis, Ken Georgetti, Judy Darcy, Claudette Bradshaw (à confirmer) et Françoise David.

Qu'est-ce qui se passera et quand ?

Le lundi avant-midi, fête du Travail, des joueurs importants du mouvement syndical prendront la parole. Ce sera le meilleur endroit pour entendre les toutes dernières nouvelles sur le mouvement syndical dans le monde.

Le mardi avant-midi, Stephen Lewis parlera des répercussions du VIH-SIDA en Afrique et le congrès discutera d'une résolution jetant les bases d'un plan d'action pour les syndicats du secteur public partout dans le monde.

Le mercredi avant-midi, le directeur général de l'OIT lancera une campagne mondiale sur des services publics de qualité. De plus, Postes Canada émettra un timbre commémoratif et André Ouellette profitera de l'occasion pour parler de l'attaque menée par UPS contre le service postal canadien.

Le jeudi avant-midi, l'ISP lancera une campagne mondiale sur l'équité salariale et des femmes qui luttent pour l'équité salariale dans le monde entier prendront la parole aux côtés de Françoise David, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec et militante de l'organisme « Au bas de l'échelle », une organisation québécoise qui défend les travailleuses et travailleurs non syndiqués.

De plus, tout au long de la semaine, d'importantes résolutions seront présentées sur un vaste éventail de sujets, notamment la mondialisation et le commerce, la privatisation de l'eau, la corruption et l'éthique, le terrorisme, le racisme, la tolérance et les droits de la personne, et le travail des enfants.

En outre, il y aura des séances spéciales sur l'exploitation du pouvoir des régimes de retraite du secteur public pour soutenir les services publics, de même que sur les droits des travailleuses et travailleurs gais, lesbiennes, bisexuels et transgendéristes.

Qu'est-ce que l'ISP ?

L'ISP est une fédération syndicale mondiale qui représente plus de 20 millions de membres de près de 600 syndicats du secteur public dans 146 pays.

L'ISP travaille de concert avec les fédérations syndicales mondiales d'autres secteurs de la main-d'œuvre ainsi qu'avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

L'ISP est une ONG officiellement reconnue qui représente le secteur public au sein de l'Organisation internationale du travail. Elle possède également le statut d'observateur auprès d'autres instances de l'ONU comme CNUCED, UNESCO et ECOSOC.

Qui sont les membres canadiens de l'ISP ?

L'ISP compte quatre affiliés canadiens : l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP) et l'Union internationale des employées et employés des services (UIES-Canada). Ensemble, ils représentent plus de un million de travailleuses et travailleurs canadiens.

28 août 2002

hgb*siepb491